



En réponse à la gay pride du 7 juillet 2001 à Sion, une contre-manifestation a réuni une cinquantaine de conservateurs proches d'Écône. KEYSTONE/A

Le Valais a-t-il un problème avec le mariage homosexuel?

PAR NOEMIE.FOURNIER@LENOUVELLISTE.CH ET DIMITRI.MATHEY@LENOUVELLISTE.CH

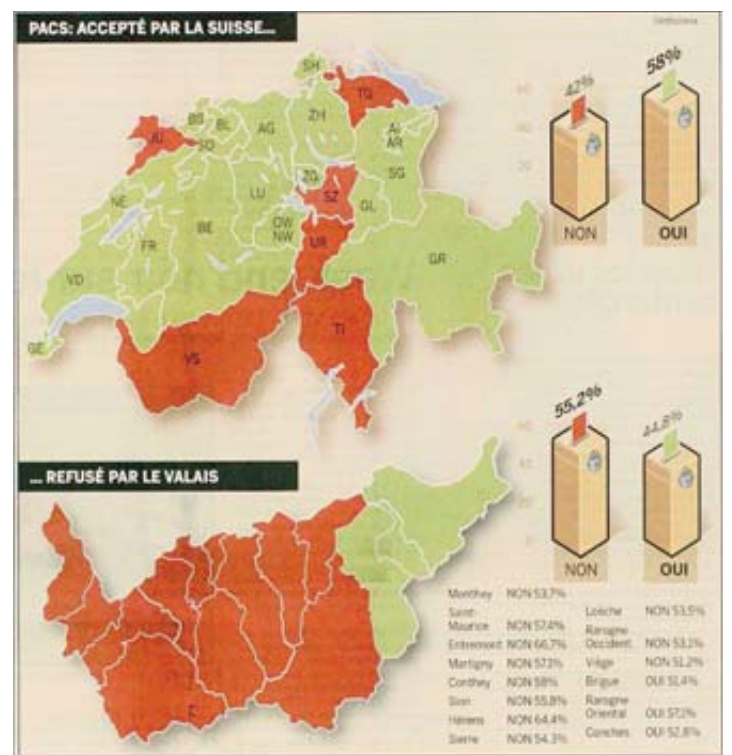
SOCIÉTÉ Un comité romand contre le mariage pour tous s'active dans la récolte de signatures en faveur du référendum. Il est composé par une majorité de Valaisans. Dans l'intervalle, l'UDC se saisit du dossier au Grand Conseil. De quoi se demander si le canton peine à accepter les questions liées à l'homosexualité.

Six candidats au conseil d'Etat sur huit favorables au mariage pour tous

Le questionnaire smartvote, adressé à tous les candidats au Conseil d'Etat, interroge ces derniers sur une cinquantaine de points, dont le mariage pour tous (avec accès à la procréation médicalement assistée). Six des huit candidats disent oui au projet (dont Frédéric Favre qui répond «plutôt oui»). Franz Ruppen (UDC) est contre alors que Serge Gaudin est le seul PDC à s'y opposer en répondant «plutôt non». A noter que Christophe Darbellay et Roberto Schmidt disent «oui», mais précisent que le débat a été mené sur un plan national et que les cantons n'ont pas d'influence sur le sujet.

Les prémices de l'épilogue, sept ans après. Décembre 2020, le mariage pour tous est adopté sous la coupole. Mais sans point final. S'ensuivent, dans la foulée, trois référendums d'opposition portés par autant de comités. Le plus récent, formé il y a un mois, réunit une petite vingtaine de Romands. Politiciens et particuliers cherchent à fédérer l'opposition francophone dans une campagne qui peine à franchir la Sarine. Parmi les 18 membres de ce collectif, onze sont Valaisans. On retrouve notamment des cadors de l'UDCVr, à commencer par Jean-Luc Addor, Cyrille Fauchère, Oskar Freysinger ou Grégory Logean.

Si, pour l'heure, le comité n'est pas en mesure de chiffrer le nombre de signatures, un de ses représentants assure «que les bulletins rentrent bien». Sur ces bulletins, précisément, l'argumentaire des référendaires gravite autour de cinq points et défend des positions plus virulentes qu'en Suisse alémanique (sans toutefois violer la norme pénale antihomophobie). Le mariage homosexuel n'est pas «écologique» puisqu'il suppose une alliance «contre-nature». De plus, il générera des familles «génétiquement modifiées», il réduira les enfants «à des objets que l'on peut commander sur catalogue», il induira «une disparition du père» et s'avère «contraire à la Constitution». «C'est grotesque et grossier», réplique Sébastien Nendaz, responsable de la communication d'Alpagai, association valaisanne de soutien aux personnes LGBT. «Répondre à ces bêtises, c'est leur donner une importance qu'elles ne méritent pas.» Au Grand Conseil,



Le 5 juin 2005, la Suisse dit oui au PACS mais le Valais dit non. NF/A

l'UDC a déposé ce lundi une résolution baptisée «Touche pas à mon papa!» «La nouvelle loi sur le mariage pour tous aura pour véritable conséquence la disparition du statut de père», regrette Cyrille Fauchère, co-auteur du texte. Reste que dans le Vieux-Pays, l'UDC n'a pas le monopole de l'opposition. En 2020, les cinq élus PDC à Berne ont voté contre le projet de loi, se ralliant au parti agrarien. Au total, sept des dix représentants de la délégation valaisanne se sont ainsi prononcés contre le mariage pour tous. De ce constat jaillit une hypothèse. Le Valais a-t-il un problème avec l'union des personnes de même sexe?

Du conservatisme d'hier... Par le passé, les questions liées à l'homosexualité ont souvent

agité un Vieux-Pays, réputé bastion du conservatisme et des valeurs chrétiennes. Le point d'orgue des tensions s'inscrit en 2001 alors que la gay pride est organisée pour la première fois à Sion (voir encadré). Par ailleurs, quatre ans plus tard, le partenariat enregistré entre personne du même sexe (PACS) est soumis à l'approbation du peuple suisse. Si la campagne est animée, le résultat au sortir des urnes est clair. C'est oui à 58%. Ils ne sont que six cantons à refuser l'objet. Parmi eux, le Valais. L'UDC et le PDCv sont les deux seules formations cantonales à s'y opposer. Et elles sont écoutées. Valaisannes et Valaisans refusent l'objet à 55,2%. Le district d'Hérens est le plus réfractaire à 64,4%, et le record revient à la commune de Saint-Martin où